



FORUM MONDIAL

NORMANDIE
POUR LA PAIX

3^e
ÉDITION



L'ESSENTIEL

1^{ER} ET 2 OCTOBRE 2020



PRÉVENIR
LA GUERRE :
**RÉPONDRE
AUX NOUVELLES
MENACES**



RÉGION
NORMANDIE

LES LIBERTÉS FACE À LA CRISE

Imaginer le monde de demain | vendredi 2 OCTOBRE | 14h30 · 16h00 | Salle Or



L'instrumentation de la crise sanitaire

Alors qu'ils débattaient le 02 octobre 2020 de l'incidence du confinement sur nos libertés individuelles, les intervenants ignoraient qu'un reconfinement se dessinait en France et en Europe. Preuve de l'acuité du thème choisi que Pauline Adès-Mével a lancé. Elle explique que Reporters sans frontières a créé l'Observatoire 19 du nom de la Covid, mais aussi de l'article 19 de la Déclaration Universelle des Droits Humains qui stipule le droit de chacune et chacun à avoir accès aux informations

MODÉRATEUR :

Lucas Menget, Directeur adjoint de la rédaction. France Info

INTERVENANTS :

Dunja Mijatovic, Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe

Pauline Adès-Mével, Rédactrice en chef à Reporter Sans Frontières

Megha Rajagopalan, Correspondante internationale de BuzzFeed News

Valerie Hopkins, Correspondante en Europe du Sud-Est pour le Financial Times

et aux idées. Le but était de recenser le nombre d'exactions contre les journalistes et la liberté de la presse pendant la pandémie. Les résultats sont édifiants : près de la moitié des pays de l'ONU a effectué des pressions contre les journalistes. Attaques verbales, détentions arbitraires, retraits d'accréditation... sur tous les continents, les régimes autoritaires ont tenté d'instrumentaliser la crise sanitaire au détriment de la liberté de la presse.

La liberté de la presse, victime collatérale

Dunja Mijatovic indique que la pandémie n'est pas uniquement une menace pour la santé des gens, mais c'est également un danger pour les libertés civiles des populations. Avant l'apparition du virus, la démocratie déclinait partout dans le monde, notamment en matière de liberté de rassemblement. Si elle comprend le choc causé par la mort de plus de 100 000 citoyens eu-

« Les gouvernements ont justifié leur attitude par la nécessité d'éviter la panique des populations. Les journalistes ont été « invités » à ne pas trop communiquer sur le virus quand cela déplaisait aux gouvernants et ne pas inciter la population à désobéir aux directives sanitaires. Les voix dissidentes ont été empêchées de s'exprimer - les journalistes en particulier - et les médias victimes de pressions importantes ».

Pauline Adès-Mével

ropéens et que la situation est sans précédent, elle plaide pour « *un meilleur équilibre entre l'intérêt public et le respect des droits individuels* ». La commissaire aux Droits de l'Homme du Conseil de l'Europe reconnaît d'ailleurs qu'elle a eu l'occasion d'intervenir sur des législations, décrets et décisions liberticides qui restreignaient le travail des journalistes, des défenseurs des droits de l'Homme et des acteurs politiques. « *L'accès à l'information est, d'une certaine manière, une victime collatérale des actions de certains gouvernements dans le cadre de la pandémie* ». Valerie Hopkins livre ainsi son témoignage de correspondante du Financial Times pour l'Europe du Sud-Est, confirmant un déclin démocratique en Hongrie. Elle explique que le Parlement a « profité » de l'état d'urgence et des pouvoirs étendus du Pre-

mier ministre pour instaurer des mesures coercitives : retrait du droit des personnes transgenres à changer de nom, destruction de documents classés secret-défense compromettant pour le pouvoir en place, pression sur des journalistes... La stratégie gouvernementale consiste « *à propager la peur et la crainte dans la population et à utiliser le système sanitaire à des fins politiques* ».

Les dérives numériques

Megha Rajagopalan évoque pour sa part la diffusion de « fake news » très organisées sur les vaccins, les traitements, la distanciation sociale, l'utilisation des masques et d'autres événements sur la place publique. Ce phénomène mondial altère la recherche de vérité, et crée d'une certaine façon la confusion et la crédibilité de celles et ceux qui veulent informer. Les pouvoirs autoritaires en profitent, comme la Chine qui a arrêté les médecins de Wuhan qui ont joué le rôle de lanceurs d'alertes au tout début de la propagation du virus.

La correspondante internationale de BuzzFeed News s'inquiète de son côté de la surveillance biométrique à des fins sanitaires. De nombreux outils, comme

« Les violations des Droits de l'Homme sur la vie privée au nom de la « sécurité nationale » sont systématiques dans certains pays dès qu'il y a une crise ».

Megha Rajagopalan

la reconnaissance faciale ou le traçage de cas contacts, auraient été perçus selon elle « *comme une violation de la*

vie privée avant le Coronavirus alors qu'ils sont aujourd'hui justifiés par la pandémie ». Sans forcément remettre en cause leur légitimité compte tenu de la situation sanitaire, elle se projette sur leur utilisation après la crise dans un autre contexte. Pauline Adès-Mével fait observer que « *cette pandémie révèle d'autres crises et donne à certains Etats la permission de se livrer à des pratiques qui, jusqu'ici, n'étaient pas autorisées. La surveillance, le traçage, les arrestations de façon arbitraire l'ont été à la faveur du Covid-19* » affirme-t-elle. Elle note en outre que l'Europe, deuxième foyer de la pandémie, n'a été épargné par ce phénomène. Outre la Hongrie, il y a eu des arrestations en Serbie et au Kosovo. « *L'UE a vraiment été un foyer aussi de pressions pour les journalistes et, même si ce n'est pas le pire, des journalistes ont été empêchés de travailler, de façon assez physique par moments* ».

La vulnérabilité des plus faibles

Lucas Menget, modérateur, s'interroge pour savoir si, au-delà de la liberté de la presse, la crise sanitaire n'a pas impacté d'autres libertés individuelles, notamment vis-à-vis des populations les plus vulnérables. Dunja Mijatovic explique que le Conseil de l'Europe s'est emparé des risques que le confinement pouvait engendrer sur des publics dont les droits étaient déjà en péril avant la pandémie : les minorités, les aînés, les communautés fragilisées... « *Nous avons demandé aux gouvernements la plus grande vigilance vis-à-vis de ces personnes* ». Elle évoque aussi la peur qui met à mal la protection des droits de l'Homme en Europe et exacerbe les points faibles de nos systèmes. Elle regrette à ce titre « *un manque de courage et de volonté po-*

litique pour les protéger ». Elle aimerait que les citoyens interviennent auprès de leurs parlementaires, et qu'ils soient plus proactifs, au même titre que les associations internationales sur cette question. Elle conclut sur un hommage aux journalistes qui nous informent sur les menaces qui pèsent sur nous et qui continuent à faire leur travail malgré les difficultés, dont la fermeture des frontières lors du premier confinement.

REPÈRES

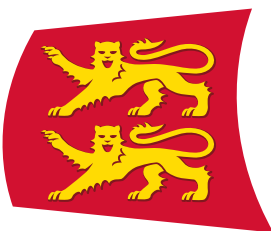
- ▶ **90** des 193 pays membres de l'ONU ont violé le droit d'informer selon l'Observatoire 19 lancé par Reporters sans frontières pendant la première vague du virus
- ▶ **2** millions de messages postés sur Twitter entre le 20 janvier et le 10 février 2020, soit 7% du total du flux sur cette période, diffusaient des théories complotistes sur le Coronavirus
- ▶ **5** « prédateurs » de la liberté de la presse figurent sur le site de Reporters sans frontières. Il s'agit des dirigeants de l'Égypte (Abdel Fattah Al-Sissi), la Chine (Xi Jinping), la Turquie (Recep Tayyip Erdogan), la Thaïlande (Prayut Chan-o-cha) et le Venezuela (Nicolas Maduro)



**FORUM
MONDIAL**
— **NORMANDIE** —
POUR LA PAIX



La Région Normandie vous
donne rendez-vous en 2021
pour la prochaine édition !



RÉGION
NORMANDIE